ANNÉE XLme — N° 1033 — GENÈVE. — 4 Novembre 1939

Le Réveil anarchiste

.... à l'heure actuelle quiconque pince la corde patriotique ou le mirliton national est certain du succès. L'effet est aussi sûr que facile.

Journal de Genève
"Lettre de Paris", 31 octobre 1913.

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, Rue des Savoises, GENÈVE

Paraît tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Compte chèques postaux : I. 4662
— LE REVEIL —

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

Georges Biolley

La mort du Dr Georges Biolley nous a profondément émus, en réveillant en nous une foule d'anciens souvenirs. Depuis quarante ans il était notre fidèle ami et camarade, et bien qu'il ne militait plus à proprement parler, absorbé par des occupations et des charges nombreuses, il s'intéressait toujours à notre mouvement et répondait généreusement à tout appel en sa faveur.

Nous l'avions connu peu avant le lancement du premier numéro de notre « Réveil », alors qu'il était encore étudiant à la Faculté de médecine. Enthousiaste, vibrant et enjoué tout à la fois, il jouissait parmi nous des plus grandes sympathies. Ce fut une époque, où un large mouvement d'idées allait de pair avec une saine agitation ouvrière, les grèves succédant aux grèves avec un caractère de sacrifice et d'idéalisme que l'enrégimentation, la centralisation, l'étatisation et la bureaucratie du syndicalisme réformiste devaient presque faire disparaître. Nous multiplions les réunions de syndicats, squelettes disait-on, mais combien vivants, la poignée de travailleurs qui les composaient sachant exercer au moment voulu une force d'attraction et d'entraînement décisive. Meetings, conférences, débats contradictoires, affichages se succédaient, maintenant en haleine, pour ainsi dire, la population. Le « Courrier de Genève » disait alors, avec une exagération manifeste, que «les anarchistes tiennent le haut du pavé à Genève ». Cela n'en indique pas moins le beau mouvement qu'un petit groupe de jeunes, aidés par quelques hommes mûrs qui se sentaient rajeunis aussi, avions su créer.

Georges Biolley était l'un des rares survivants avec lequel nous pouvions évoquer tout cela. La plupart sont morts ou furent éloignés de Genève par les expulsions venant les frapper. Nous ne saurions refaire ici, surtout sous le coup d'une vive douleur, l'histoire d'une période de grands espoirs et de luttes désintéressées, où chacun de nous se donnait entièrement sans s'attendre à une récompense quelconque, hormis celle découlant de notre foi même, car nous étions à ce moment-là de vrais croyants de l'anarchisme, et cela représentait une réelle force.

Rappelons seulement la grève générale de 1902, la première peut être du genre en Suisse. Le camarade Bertoni fut alors condamné à une année de prison par la forfaiture d'un procureur donnant au texte de la loi une extension que le législateur avait voulu précisément exclure. Il devait, d'ailleurs, être libéré après quatre mois sous la pression de l'opinion publique.

Pendant cette période, ce fut Georges Biolley qui rédigea la partie italienne de notre journal, les camarades de cette langue se trouvant expulsés ou obligés à se soustraire à la surveillance policière. Biolley, avait, en effet, passé quelque temps à Turin et écrivait couramment l'italien.

Quarante années d'une amitié, d'une camaraderie jamais démentie, bien que les circonstances de la vie aient rendu nos rencontres plus rares, comptent dans une vie humaine. Nous nous rappelons la joie avec laquelle, à notre fête du millième numéro du journal, il avait entendu rappeler nombre de faits dont il avait été témoin et acteur. Et voici que Georges Biolley tout-à-coup disparaît, comme s'il emportait avec lui, pour ainsi dire, une partie de notre vie. La mort de nos amis les plus chers, paraît détacher de notre existence les plus belles années passées avec eux et la diminuer en quelque sorte douloureusement. Cela est d'autant plus sensible lorsque c'est un frère cadet et non aîné qui nous quitte.

A un moment où les fortes convictions se font rares et la foule des esprits ondoyants devient facile proie des violents qui savent s'imposer brutalement, saluons en Georges Biolley l'homme qui est resté lui-même en tout circonstance, en tout milieu, en tout temps, se réclamant d'un idéal de justice et de liberté que nulle mort ne pourra jamis atteindre, car c'est lui seul qui renouvelle la vie, qui l'ennoblit, qui en fait le prix, ouvrant ces perspectives d'un meilleur avenir humain, auquel il est suprême réconfort de se dire d'avoir travaillé, même dans une modeste ou obscure position.

L. B.

Sur la Guerre

La guerre vient de créer, même dans notre pays neutre une situation embrouillée et l'on n'entend que des protestations et réclamations. D'aucuns se réjouissent que l'économie « dirigée » qui leur tient très à cœur soit invoquée de toutes parts, même par ceux qui en étaient les adversaires. Nous avouons que sans croire le moins du monde à l'économie libérale bourgeoise, nous souhaitons tout de même d'être « dirigés » autrement dit assujettis, le moins possible. Nous persistons à croire que le mieux c'est toujours de savoir se diriger soi-même. Une seule chose serait à souligner, à savoir que dès qu'une situation s'aggrave, les solutions collectives et communes s'imposent ; mais elles devraient résulter de l'action directe et des associations et ententes multiples des citoyens eux-mêmes, au lieu de les invoquer toujours d'autorités qu'il faudrait éliminer de plus en plus.

La manie propre au socialisme parlementaire de tout légaliser et étatiser retardé évidemment cette émancipation des travailleurs qu'il prétend avoir pour but. Nous devons vouloir le travail s'organisant lui-même et non organisé par un pouvoir supérieur, et il doit en être ainsi de toutes les fonctions et activités sociales et individuelles. Grand est le nombre de ceux qui se plaignent que leurs intérêts soient négligés, mais qui ne songent pas le moins du monde à s'organiser pour s'en occuper eux-mêmes.

Mobilisation signifie étatisation et militarisation de tout ce qui gardait encore un caractère indépendant privé ou public, de tout ce qui subsistait de socialement ou individuellement libre. Et c'est précisément cela qui nous paraît particulièrement dangereux. Il en résulte, d'ailleurs, des gaspillages, désordres et abus, qui sont cachés ou même justifiés, le public ne sachant plus d'ailleurs que s'y résigner. Cette expérience ne manquerait pas d'une certaine utilité, si l'homme de la rue finissait par se dire que l'étatisme n'est vraiment pas l'organisation rêvée. Malheureusement, les politiciens interviennent alors pour affirmer que tout le mal vient de n'avoir pas su bien choisir les « élus » et qu'ainsi il faudra à la prochaine occasion en faire un choix plus judicieux ! Et c'est ainsi qu'un régime absurde et parfois criminel peut se prolonger indéfiniment.

Rappelons que c'est une Chambre de Front populaire qui a conduit la France à la guerre, et non pas pour avoir réalisé son programme, mais pour l'avoir trahi dans l'affaire d'Espagne et dans sa politique intérieure de tolérance pour la ploutocratie et le clérico-fascisme. Le pitoyable rôle joué par Blum et le socialisme français est présent à la mémoire de tous et en admettant même leur bonne foi et leur honnêteté, il en résulterait toujours que les victoires électorales sont sans lendemain. Il en avait été de même précédemment avec la victoire du cartel des gauches. M. Herriot a avoué s'être heurté au mur d'argent, devant lequel il a reculé comme plus tard Blum. Or, veut-on en faire un nouveau mur des lamentations impuissantes ou son rôle néfaste étant prouvé, va-t-on l'abattre ? D'avance nous savons que tant qu'il ne sera pas abattu tous les résultats électoraux seront vains. Disons plus, ce ne sont pas des élus et des représentants d'une légalité bourgeoise qui pourront jamais songer à une telle besogne révolutionnaire, en dépit de toutes les promesses électorales. C'est donc un cercle vicieux qu'il faudra tôt ou tard briser, car, ne cessons pas de le répéter, la légalité est sans issue.

Il est bien vrai que d'aucuns mettent sagement en garde contre les excès révolutionnaires, mais est-ce que le gaspillage immense de richesses et de vies découlant de la guerre n'est pas un excès aussi et le pire de tous ?

Quand on pense à la prudence, à la réserve, à la timidité, à l'insouciance de beaucoup qui aujourd'hui sont forcés de braver à chaque instant la mort, comment ne pas se dire qu'il eût bien mieux valu être simplement courageux dans la vie de chaque jour pour donner aux événements un autre cours. Hélas ! c'est le vieux monde qui nous entraîne, alors que c'est nous qui aurions dû l'entraîner.

Voilà des réflexions qu'il n'est pas inutile de faire en ces jours de guerre, en vue de redresser pour des événements à venir la mentalité et l'action des travailleurs. Nous ne nous sentons pas perdus et pensons qu'il pourra bien être dans la possibilité des peuples de se sauver.

Nous refusons d'être des pions diplomatiques

Il est indéniable que les événements actuels jettent le trouble dans les consciences.

Par la « guerre des nerfs » les gouvernements remportent ainsi une première victoire sur leur ennemi héréditaire : Le peuple.

Tout le monde sait que le bourrage de crâne fait partie intégrante du système pour la préparation et la conduite de la guerre.

Ces dernières années, nous assistons à des volte-face déconcertantes et à des tournants vertigineux. Bien malins sont ceux qui s'y retrouvent dans le maquis diplomatique.

Ainsi, qu'on le veuille ou non, nous sommes entraînés dans l'orbite de la guerre, que ce soit sur ou sous terre, sur ou sous l'eau, dans les airs comme à l'usine, au chantier comme chez soi.

C'est précisément à cause de cela que la guerre est la plus ignoble des épidémies qui frappe indistinctement forbans et innocents.

La méthode militaire consiste à limiter les dégâts dans son camp, par toute sorte de moyens de protection.

Les civils ont donc bien le droit, eux, de se mettre à l'abri des bobards de la « guerre blanche », qui doit détruire leurs nerfs, comme facteur de la guerre totale engagée par des diplomates de tous les gouvernements au service du capitalisme.

Pour se préserver de cette Xme arme, il ne s'agit pas de porter un masque à gaz, complété par des œiillères, en se proclamant neutre. Nous devons analyser les événements avec sang-froid, en nous plaçant à l'angle du socialisme et plus exactement au point de l'anarchie.

La logique anarchiste nous évitera de sombrer jamais dans le j'm'enfichisme ou de nous enliser dans la fange des diplomaties. Notre raison nous convaincra davantage que la guerre actuelle est imputable non pas à quelques hommes, mais au seul système capitaliste.

Car enfin, ce qui importe, c'est de ne jamais oublier que les guerres se préparent, se gagnent ou se perdent par la diplomatie, celle-ci étant par définition la duperie devenue principe de gouvernement.

Pendant des années, les anarchistes ont dénoncé l'acheminement inéluctable du capitalisme vers la guerre. D'aucuns ont subi la persécution pour avoir manifesté leur volonté de résister à la préparation guerrière. Nous n'avons récolté que les railleries des j'm'enfichistes, qui maintenant sont les cobayes du régime.

Les mémoires sont-elles si courtes que l'on aurait déjà oublié l'attitude des diplomates et des gouvernements au cours de ces dernières années ? Ces « oublieux » vont-ils pouvoir profiter du fait qu'on nous empêche déjà de citer certains événements et certaines responsabilités, sous prétext de sauvegarder les libertés nationales ?

S'imagine-t-on les souffrances endurées par nous pendant des années, alors que chaque jour l'ignoble presse stipendiée par les gouvernements publiait ses manchettes, annonçant les défaites du prolétariat ? C'était chaque fois autant de baïonnettes que l'on retournait dans nos plaies qui saignaient avec celles de nos frères d'outre-frontière.

Car n'est-ce pas, à ce moment-là, les démocraties n'avaient nul besoin de la censure, qui aujourd'hui nous empêche de clamer les rappels nécessaires et vengeurs.

Alors, non ! tout de même ! que l'on ne vienne pas nous accuser de manquer de sensiblité, alors qu'en réalité notre cœur est saturée de douleur.

Nous n'avons jamais été des pacifistes bêlants. Et cependant nous ne sommes ni des j'm'enfichistes, ni des neutres, dont le mot rime si bien avec pleutres.

Nous restons anarchistes étant convaincus de l'inhumanité des guerres, qui ne seront abolies que par le remplacement du régime capitaliste par une société égalitaire.

Nous choisissons donc, mais non pas entre deux blocs de diplomaties parallèlement exécrables, mais pour la solution du socialisme.

Seule la paix peut être profitable aux peuples aspirant tous à la justice sociale.

Les peuples sont donc déjà vaincus, dès le moment où éclate la guerre, qui toujours permet au gouvernement de détruire tous les droits et conquêtes populaires.

Ainsi, chaque jour, nous pouvons constater que les gouvernements « démocratiques » emploient l'« état de guerre » pour imposer l'arbitraire des dictatures que l'on nous convie de combattre.

Alors nous refusons de nous laisser intégrer dans la grande menterie. Nous nous opposons à être des pions amorphes entre les pattes sanglantes des diplomates. **Nous résistons à leur guerre.**

Au carrefour, trois issues se présentent. Nous voyons : la voie large et plane des acceptations; la route tortueuse des aveugles ; le chemin raviné, raide et rocailleux du socialisme.

C'est cette dernière issue qui mènera les peuples vers une humanité consciente, juste et fraternelle.

Nous avons choisi ce chemin !

Lucien Tronchet.

N'exagerons pas.

L'ouvrier sur bois et du bâtiment et d'autres feuilles syndicales et socialistes aussi font de la propagande militariste. Dans son numéro du 18 octobre, il publie une photo qui « représente environ 1000 hommes des services complémentaires armés prêtant le serment au drapeau », et il ajoute ces renseignements :

En vertu de la nouvelle organisation militaire et de la loi fédérale sur l'extension de l'âge au service, tous les citoyens suisses, de vingt à soixante ans d'âge, sont incorporés aux service militaire actif. Les non-aptes et les citoyens licenciés du service actf peuvent donc être appelés pour les services complémentaires. A Zurich, ces derniers ont été mobilisés la semaine dernière, équipés et armés. En outre, ils ont subi un cours de préparation appropriée à leur service.

Ainsi cette militarisation de toute la vie, au lieu de rencontrer une ferme opposition, est approuvée même dans nos milieux ouvriers. Que nous la subissions passe encore, mais que d'aucuns y voient matière à illustration pour la presse syndicale et socialiste nous paraît par trop exagéré.

Pacifisme passif

La paix à tout prix, autrement dit au prix de la guerre chez les autres, a fini par apporter la guerre, ou du moins la mobilisation chez soi aussi. Nous l'avions prévu et dit. Ainsi, dans notre numéro du 26 mars 1938, on peut lire :

« La guerre est la grande obsession du moment. Les gouvernements n'on rien trouvé de mieux que de vouloir la paix en se préparant à la guerre ; les peuples engourdis ne se réveilleront qu'aux coups de canon ».

C'est fait. Voici une autre constatation d'alors : Gonzalo de Reparaz, à la demande pourquoi les impérialismes français et anglais qui avaient tout intérêt à s'opposer à l'intervention italo-allemande en Espagne, par contre la favorisaient, répondait : « Périsse l'impérialisme, mais sauvons le coupon ». Et nous ajoutions :

« Seulement le coupon est en fonction même de l'impérialisme, et le coupon sauvé, il faudra l'intégrer dans son impérialisme. D'où la guerre impérialiste découlant de la non-intervention. »

Ce raisonnement pouvait paraître subtil mais en réalité toute avance du fascisme et du nazisme ne se produisait guère sans compromettre quelques coupons, d'où la nécessité de finir par ne plus laisser faire. Et nous terminions par cette remarque irréfutable :

« La presse bourgeoise voit la paix dans la non-intervention, mais elle se préoccupe déjà de l'union sacrée pour la guerre qui doit en sortir ».

En notre Suisse l'union sacrée s'était dessinée immédiatement après l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne, et tous les faits qui la suivirent ne pouvaient que la renforcer, par la perspective de subir le sort autrichien. L'homme de la rue, incapable d'approfondir les événements, ne vit point qu'Autriche, Tchécoslovaquie, Espagne ne furent perdues qu'en haine du socialisme, de même que la tentative de sauver la Pologne fut due en partie à la sympathie pour son régime clérico-fasciste.

Les « démocraties » n'ont dit qu'une seule vérité, à savoir qu'elles n'en voulaient pas à l'Italie et à l'Allemagne pour leur régime absolutiste, et en effet, depuis qu'un tel régime y avait été adopté, une foule de concessions, refusées auparavant, avaient été faites à Hitler et à Mussolini, au nom d'un pacifisme, que nous avions baptisé pacifascisme, et auquel nos naïfs camarades français aussi s'étaient laissé prendre. Les événements ont évolué rapidement à la guerre, comme il était facile de le prévoir, mais probablement la très grande majorité des travailleurs français et anglais en ont été étonnés.

Nulle idée n'était plus absurde que d'éviter la guerre en laissant faire le fascisme et le nazisme, qui, d'ailleurs, se son immédiatement signalés par leurs agressions, ridiculement justifiées par les intellectuels français antifascistes. Ces agressions ne produisaient pourtant aucun affranchissement réel, mais aboutissaient à une servitude encore plus dure. Bah ! la paix paraissait sauvée, sans se préoccuper pour combien de temps et sans se demander si en réalité il n'y avait pas autant de pions avancés sur l'échiquier de la guerre.

Si nous insistons sur toutes ces précisions, c'est que nous avions été traités de bellicistes. Chacun peut constater aujourd'hui où se trouvait le bellicisme que la course la plus folle aux armements aurait dû dénoncer aux moins avertis.

Par une sanglante ironie, la paix était conçue comme une éternelle passivité en face de la guerre. C'eût été le cas de rappeler ces fortes paroles d'E. Duclaux :

« Une nation est malade de l'alcoolisme, comme elle est malade de la politique, comme elle est malade de toutes les conceptions sociales qui font croire que le salut est dans le moindre effort. Tel un malade qui changerait de médecins, en tâchant de trouver celui qui le laissera le plus tranquille. Il en a le droit, lorsque sa maladie est une maladie incurable. De même un pays a le droit de laisser le champ libre à ses endormeurs. mais s'il veut guérir, il faut qu'il le veuille activement et non d'une façon passive ».

Eh oui, c'est toujours la théorie du moindre effort, qui perd les individus comme les peuples. Pour éloigner la guerre, il fallait dès qu'elle sévissait sur un point quelconque, tout mettre en œuvre pour l'entraver et la rendre impossible. Au lieu de cela, les pacifistes ne demandaient qu'à être laissés, eux, tranquilles, car à vouloir s'en mêler, le risque était grand d'être entraînés dans le conflit ! Or, de toute évidence, la simple passivité en face d'un événement tel que la guerre, ne pouvait en éloigner, mais rapprocher le danger. Nous en faisons maintenant la tragique expérience.

Notes en marge

Une équivoque.

Nous empruntons à la presse quotidienne la dépêche suivante :

Moscou, 28 octobre (Havas). — Le partage des terres des grands propriétaires de l'ancienne voïvode de Lwow en Ukraine occidentale, est actuellement achevé, 178,000 paysans, soit le 78 % des familles paysannes de la région ont reçu 717,000 hectares sans préjudice des petites parcelles qu'ils possédaient déjà. En moyenne, chaque famille a reçu quatre hectares. 33,000 ouvriers agricoles sont devenus pour la première fois de petits propriétaires et 145,000 familles de paysans pauvres et moyens ont vu leurs parcelles accrues de un à trois hectares. 17,700 chevaux, 37,700 têtes de gros bétail, 12,000 chèvres et porcs ont été distribués. 32,000 familles ont reçu chacune une vache.

Voilà une dépêche qui sera exploitée pour exalter le génial Staline. Mais derrière ces mots voyons la réalité. L'Etat russe s'est empare de tout le territoire et il en reste seul propriétaire. Toute la littérature bolchéviste est d'ailleurs dirigée contre la petite propriété. Toutefois que ferait l'Etat du bétail et de la terre ? Comme les grands propriétaires il doit les remettre a des paysans, afin que les bêtes soient soignées et les champs cultivés. Il n'y pas eu partage des propriétés, mais partage indispensable pour leur exploitation, voilà la simple vérité. Maintenant la bureaucratie moscovite édictera les normes de travail, de rendement, de charges, etc., à accomplir sous une discipline non moins dure que celle des anciens propriétaires. Les paysans ne sont devenus ainsi que de serfs de l'Etat, comme dans tout le reste de la Russie ; ils n'ont passé que d'une domination sous une autre. L'absolutisme vise avant tout à supprimer et non à créer l'indépendance individuelle. Et pour cela il est à craindre que même les petites parcelles tolérées par l'ancien régime, ne le soient par le nouveau que le temps nécessaire pour bien organiser et affermir son pouvoir.

Chinoiseries électorales.

En les appelant ainsi peut-être calomnions-nous les bons Chinois. Nous en trouvons un résumé, pas complet, d'ailleurs, et que nous ne saurions certes compléter. Le voici :

Les professeurs de science électorale expliquent à leurs élèves : que la liste doit porter l'en-tête du parti ; qu'elle doit contenir au moins un des noms de la liste officielle du parti ; que tout nom étranger à cette liste est un suffrage donné à une liste adverse ; que les suffrages en blanc comptent comme suffrages de liste ; qu'il est permis de « cumuler », c'est-à-dire de voter deux fois pour un candidat, mais deux fois seulement ; qu'il faut opérer à la main les modifications qu'on apporte à son bulletin, les bulletins modifiés par un moyen mécanique étant nuls ; qu'il faut se méfier des listes imprimées, portant l'en-tête dun parti, mais qui ne seraient pas conformes à la liste officielle dudit parti, etc.

A remarquer que toutes ces savantes règles ne s'appliquent qu'aux élections fédérales ; pour celles cantonales et communales, il en existe d'autres pas moins compliquées. La concurrence des intérêts a provoqué l'émiettement des partis, qui à son tour a exigé l'application de la représentation proportionnelle, afin d'essayer d'assurer à chacun son dû. Avec l'émiettement des partis, l'émiettement du régime est allé de pair. Il est vrai que les partis bourgeois ont vite fait de se fondre à la moindre alerte, mais cela ne se produit pas sans tiraillements. Quelqu'un a pu dire avec raison que « la politique est l'art de déguiser son intérêt particulier en intérêt général », ce qui fait des politiciens autant de masques peu amusants en réalité.

Retenons que le signe du progrès est en toute chose la simplification, et alors la complication du système électoral nous apparaîtra comme un signe de décadence. Le malheur veut que les peuples laissent faire des débris du parlementarisme le monstrueux tout de l'absolutisme, au lieu de lui substituer le mutuellisme libertaire.

La motorisation.

Nous donnons la traduction de cette poésie prophétique, en patois romain, parue avant la motorisation des armées.

Alors qu'un soldat partait en guerre,
Le cheval lui dit clairement :
— Je n'y viens pas ! — Et le jeta par terre
Précipitamment.
— Non, je n'y viens pas — dit-il — et je me révolte
Contre le bourreau qui t'a mis la haine au cœur
Et qui t'ordonne d'égorger ton frère.
Au nom du Seigneur !
Moi — dit-il — je suis une bête trop noble
Pour me prêter aux infamies que tu commets ;
Si tu veux la guerre, vas-y en automobile ;
Tu en tueras bien plus !

Deux constatations.

Toute la presse se tait sur le fascisme, comme s'il n'avait jamais existé et ne fut pas coresponsable du chaos dans lequel l'Europe a été précipitée. La presse italienne a d'ailleurs approuvé tous les mauvais coups de Hitler. L'« Essor » aussi veut bien laisser de côté le fascisme pour arriver à cette conclusion :

En attendant voici deux autres choses que le premier acte de la guerre nous a permis de constater, et certaines celles-ci. La première, c'est que la France et l'Angleterre, qui ont jeté le gant à Hitler, font la guerre par une sorte de nécessité logique dont elles se sont senties prisonnières, mais sans aucune passion guerrière. De là l'allure étrange de cette guerre qui paraît toute cérébrale et technique. Cela peut être une force si tous, gouvernements et peuples, se sentent portés par l'idée d'un grand devoir à accomplir; mais si cette condition n'est pas remplie, cela peut devenir assez vite une faiblesse et très dangereuse.

L'autre chose, c'est que les neutres, les plus grands Etats comme le plus petits, assistent en spectateurs prudents à une lutte dont tout l'avenir dépend, et ne manifestent aucune hâte à aler verser leur sang au service des deux grands empires démocratiques qui ont laissé périclitor la Société des Nations... N'insistons pas ; nos lecteurs concluront.

La guerre chez les peuples français et anglais n'est pas « sentie », mais plutôt subie. Les gouvernements ne peuvent guère ne pas en tenir compte. Nous ignorons tout du peuple allemand et son attitude jusqu'à ce jour n'est certes pas encourageante. Veut-il aussi poursuivre jusqu'au bout la réalisation du programme de « Mein Kampf » ? Cela nous vaudrait une Europe pire que celle du traité de Versailles ; elle l'est déjà à l'heure actuelle, à moins de prendre les trois dictateurs pour trois libérateurs de peuples. Leurs conquêtes les ont par contre asservis davantage. La vérité, qui est, d'ailleurs, celle de toujours, c'est qu'il faudrait une paix des peuples et non des gouvernements ; mais cela présuppose une révolution des deux côtés. C'est beaucoup espérer.

Quant aux neutres, leur attitude ne s'explique que trop, et L'« Essor » le laisse fort bien entendre. Les grands empires démocratiques ont renié les principes, dont tout à coup ils jugent bon de se réclamer, pour favoriser la grande poussée antisocialiste des régimes totalitaires. Or, Elisée Reclus l'a fort bien dit : « Tout abandon de principes aboutit forcément à la défaite ». C'est là la raison principale des échecs successifs de la France et de l'Angleterre. Les principes abandonnés, les démocraties se trouvent abandonnées aussi.

Impudence.

De la prose d'un académicien, rendant compte d'une grande séance à la Chambre des Communes, où M. Chamberlain allait répondre à M. Hitler, nous détachons ces lignes :

La blonde lady Astor en gants blancs, plastron blanc, et dix millions de perles au cou se fit proprement chahuter sur je ne sais quelle observation qu'elle fit au gouvernement. Elle tint tête avec beaucoup de crânerie.

Nous ignorons si lady Astor est une fausse ou une véritable blonde, mais sans doute les perles ne sont pas fausses. Et cet étalage de richesse au moment de la pire misère prouve surtout chez elle la crânerie de l'impudence.

Les justes prix.

Voici la conclusion d'un article sur «La lutte contre le renchérissement » d'un organe syndical :

Nous voudrions insister auprès des autorités pour qu'elles veillent à l'établissement de justes prix et qu'elles punissent sévèrement les infractions aux prescriptions établies. Les prix usuraires et toutes aggravations de la situation frappant les couches sociales les plus pauvres pourraient rapidement créer un état d'esprit très regrettable, surtout si la guerre devait durer longtemps. Il est évident que la classe ouvrière sera obligée de revendiquer des augmentation de salaires dès l'instant où le renchérissement aura pour effet de diminuer les salaires réels.

Le peuple est absolument prêt à consentir à tous les sacrifices nécessités par les circontances, mais il ne tolérera pas d'injustice.

Tout d'abord nous ferons observer que ce n'est pas aux autorités, mais aux intéressés eux-mêmes de veiller au maintien de justes prix. La grande erreur consiste précisément à croire que d'autres feront pour nous ce que nous tous renonçons à faire. Les consommateurs, bien plus que les autorités et leurs prescriptions, peuvent intervenir efficacement, dussent-ils en des temps exceptionnels recourir à des moyens exceptionnels.

Nous ne comprenons pas bien ce qu'il faudrait entendre par « un état d'esprit très regrettable ». A lire la phrase qui suit, il semble que cela consisterait dans le fait de « revendiquer des augmentations de salaires », autrement dit de ne pas laisser aggraver sans résistance et sans lutte notre situation. Or, cela serait fort réjouissant et nullement regrettable, et nous ne comprenons pas comment le peuple pourra faire autrement, si vraiment « il ne tolérera pas d'injustice ». C'est incroyable la sainte frousse que la bureaucratie syndicale témoigne pour toute action qui ne soit pas gouvernementale et législative, alors que celle-ci, en mesure plus ou moindre grande, est toujours contre nous.

Fascisme et antifascisme.

Voici ce que Tony Roche a osé écrire dans la « Tribune de Genève » :

Les peuples jetés à de nouvelles fournaises doivent se rendre compte que ce fut l'absurdité de la guerre au fascisme, régime qu'on vit toujours s'abstenir de toute propagande au dehors —, qui provoqua l'explosion a retardement dont ils sont aujourd'hui secoués.

Il n'est pas besoin, je pense, de remontrer combien il importe qu'on ne perde pas de vue cette cause originaire du conflit où l'Europe est de nouveau précipitée. L'Italie s'est « retirée sous la lente », mais elle n'est point indifférente au sort de la civilisation. Inutile de dire dès lors quels redressement s'imposent à une politique clairvoyante et humaine.

Il est difficile d'être plus malhonnête et plus menteur à la fois. Mussolini lui-même a proclamé que le facisme était une révolution destinée à faire le tour de l'Europe et du monde comme la Révolution française. Partout il a entretenu des agents d'espionnage et même des sicaires. L'armement des cagoulards français provenait en partie de l'Italie, comme une saisie et un procès en Suisse l'ont démontré.

Ce fut, de toute évidence, la série des concessions faites au fascisme et au nazisme qui devaient mettre le feu aux poudres, car le jour viendrait fatalement où ces concessions compromettraient l'existence même des concessionnaires, ainsi que la propagande franco-anglaise ne cesse aujourd'hui de le proclamer.

Accuser l'antifascisme de ce qu'il a prévu et dénoncé, c'est d'une impudence qui frise l'inconscience. Selon le Tony ce sont les exploits de l'aviation italienne en Abyssinie, en Espagne et en Tripolitaine aussi qui témoignent du souci italien pour la civilisation. Et naturellement il propose qu'en raison de ces « services rendus » des concessions territoriales et autres lui soient accordées. Soulignons, pour finir, que le pacifisme actuel de Mussolini est dû au fait que l'Italie se trouvait en guerre depuis 1935 et que le peuple italien donnait des signes non douteux de fatigue, de mécontentement, sans compter ceux d'irritation pour l'envahissement d'agents hitlériens.

Parallèlement.

En avril 1923, Mussolini publiait *un* article, où il ridiculisait la déesse Liberté et disait entr'autres :

Les grandes expériences de l'après-guerre, celles qui sont en cours sous nos yeux, marquent la défaite du libéralisme. En Russie et en Italie la démonstration est faite que l'on peut gouverner en dehors, au dessus et contre toute l'idéologie libérale. Le communisme et le fascisme sont en dehors du libéralisme.

Ainsi Mussolini lui-même mettait sur le même pied le soi-disant communisme léniniste et le fascisme. L'Alliance Staline-Hitler n'a donc rien d'étonnant, en dépit des attaques des trois dictateurs entr'eux. Il les fallait pour la galerie et pour la justification de chacun des trois, mais l'identité des trois régimes pressentie et dénoncée par nous n'a pu que trouver sa confirmation dans les faits.

Sans-gêne.

Une exploitation toute inédite et d'un scandale sans précédent se pratique au sein du Parc autos I, centre où sont revisés, entretenus et parqués la plupart des camions et automobile réquisitionnés en Suisse.

Or, le haut commandement du Parc, certainement pour diminuer les frais de la Confédération, sous-loue des camions à des particuliers, au prix de location alloué journellement à leurs propriétaires, en leur fournissant le chauffeur, que le particulier n'est pas tenu de payer.

Ainsi pendant que des hommes ont dû tout abandonner, leur logis, leur place et leur gagne-pain, plongeant dans l'angoisse du lendemain les leurs, des particuliers peuvent obtenir en location des camions pour quelques francs par jour suivant l'estimation du véhicule et une main-d'œuvre pour 2 francs par jour, soit la solde militaire. Certains patrons ont eu la pudeur tout de même de dédommager leurs hommes « prêtés » par un supplément de salaire et des repas substantiels, tandis que d'autres, le plus grand nombre, on eut le cynisme de harceler leurs hommes la journées durant et le soir arrivé les récompenser par un sec merci.